



## **« Les Reporters Sans Frontières » : qui sont-ils réellement ? Le dossier**

Nombreux sont ceux qui ont entendu, un jour ou un autre, le nom tant imagé de l'organisation « Reporters sans frontières » qui inspire une confiance spontanée et qui ne pousse pas, d'une manière naturelle, à se poser la question : qui y a-t-il derrière une aussi belle étiquette, qui sont-ils ces « reporters » ?

De ce fait, rares sont ceux qui ont pris la peine de s'arrêter et de se pencher en détail sur l'essence et les pratiques de cette organisation journalistique qui prétend être constituée des grands défenseurs de la démocratie et de la liberté de parole des journalistes du monde entier, des nobles travailleurs de la plume totalement apolitiques, désintéressés et impartiaux dans leurs jugements et actions au-delà de toutes les frontières.

Corrigeons cette erreur de l'injuste inattention de la part du grand public et de la plupart des médias : rendons hommage au travail des glorieux journalistes de RSF, en mettant à la lumière du jour un certain nombre d'éléments fort intéressants les concernant - ils le méritent grandement.

Des éléments qui démontreront plus que clairement que l'ONG « Reporters sans frontières » possède un deuxième visage, le vrai, qui est bien plus intéressant que le premier visible et si fièrement affiché.

### **Partie I**



#### **RSF et son pseudo « Classement mondial de la liberté de la presse »**

En 2002, les « Reporters sans frontières » ont trouvé une astuce fort intéressante pour se faire connaître : la publication annuelle du « Classement mondial de la liberté de la presse » qui fait évaluer 139 pays, et aujourd'hui 180, au niveau de la liberté de la presse sur leur territoire respectif.

« L'objectif du Classement mondial de la liberté de la presse est de comparer le degré de liberté dont jouissent les journalistes et les médias dans 180 pays ou territoires », annonce RSF ;

« Les indices globaux et régionaux sur la liberté de la presse sont calculés à partir des scores obtenus par les différents pays. Ces scores sont établis à partir d'un questionnaire proposé en de nombreuses langues à des experts du monde entier, doublé d'une analyse qualitative ».

Quelles belles paroles ! Cela étant, parmi tous les termes qui puissent désigner le classement en question publié chaque année par les personnes composant cette ONG, l'un des plus approprié est celui de la tromperie et la désinformation à l'échelle mondiale.

### **Méthodologie fallacieuse**

Les premières questions à se poser : par qui réellement est réalisé le classement en question ?

Qui sont les « experts » qui se cachent derrière ? Qui sont les « jurés » qui contrôlent les « bulletins » des votants à la sortie de « l'urne de vote », qui les décortiquent et rendent leur verdict ? Qui contrôle l'absence de la supercherie et de la falsification ?

La réponse est simple, claire et sans équivoque : de parfaits anonymes qui ne rendent des comptes qu'à eux-mêmes.

Des anonymes qui ont été sélectionnés d'une manière totalement arbitraire, selon la bonne volonté, les intérêts et les objectifs à atteindre des individus gérant RSF. Des individus aux principes moraux et à l'éthique plus que discutables - ce que je vais aisément prouver dans les pages de ce dossier.

Quel est le parcours professionnel de ceux qui participent à l'élaboration du classement en question et, surtout, de quels regards politiques sont-ils et quelle idéologie ils représentent ? Quelles sont leurs sources de revenus, qui les paie ?

Il est facile d'obtenir les réponses à ces questions, à la condition que leurs noms sortent de l'ombre de l'anonymat et se mettent à la lumière du jour.

L'argumentation superflue avancée par RSF sur la dissimulation de l'identité des participants au classement pour soi-disant des raisons de sécurité ne tient pas la route et est tout à fait grotesque : sans le moindre doute, tout au moins une partie des répondants et des jurés se situent sur le territoire des pays dits « démocratiques » et ne risquent donc absolument rien en dévoilant leur identité. Sans parler qu'il n'est pas nécessaire de dévoiler des éléments de leurs votes et appréciations dans le cadre dudit classement.

De même, l'ONG RSF annonce fièrement que de nombreux « militants des droits de l'homme » sont impliqués dans l'élaboration du prétendu classement. Qui sont ils ? Si ce sont des militants, alors, ce ne sont certainement pas des *Zorro* agissant sous le couvert de l'anonymat dans leur vie de tous les jours, mais des personnes, dont l'activité est parfaitement connue dans leurs pays respectifs et qui ne se cachent certainement pas sous l'anonymat de ceux contre qui ils militent.

Alors, pourquoi les « journalistes » de l'ONG en question cachent-ils aussi soigneusement leurs identités au sein d'une aussi noble et glorieuse entreprise que leur « classement mondial de la liberté de la presse » ?

Ces nombreuses questions sont tout à fait rhétoriques - les réponses sont connues d'avance : l'ensemble des répondants et des jurés font, sans le moindre doute, partie du seul est unique camp politico-idéologique que représente RSF et il serait fort étonnant que la majorité d'entre eux ne soit pas financée/co-financée par les « sponsors » de la même minorité mondiale qui alimente en argent les activistes au sein de RSF. Le taux d'erreur possible d'une telle supposition est mathématiquement proche de zéro.

RSF a donc toutes les raisons de cacher soigneusement les identités des participants à leur prétendu classement : leur mise à la lumière du jour mènerait directement à la découverte de la grande supercherie de leur entreprise et révélerait le caractère fallacieux et arrangé du prétendu classement au niveau même des participants, sans parler des éléments qui suivront.

De même que les effectifs de RSF, je ne suis guère un expert sur les questions de la liberté de presse dans le monde. Cela étant, ayant des connaissances précises du domaine, en ce qui concerne les 4 pays désignés dans le « classement » de RSF en tant qu'exemple à suivre : l'Ukraine, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie - je vais aisément démontrer en détail la grossièreté de la tromperie du prétendu classement de RSF sur l'exemple des pays en question.



### **RSF et la « liberté » de la presse en Ukraine**

Prenons comme exemple très parlant du caractère fallacieux du prétendu classement des « Reporters sans frontières » un pays que je connais fort bien - incomparablement mieux que les effectifs de cette ONG qui le place à la 62<sup>ème</sup> relativement enviable position sur les 180 de leur « classement » : l'Ukraine.

A l'heure d'aujourd'hui - et depuis plusieurs années déjà - non pas 99%, mais 100% des médias indépendants sur le territoire de l'Ukraine et non soumis à la volonté de l'actuel pouvoir politique et de ses superviseurs étrangers n'existent plus. De même que l'ensemble des partis politiques qui a eu la moindre volonté d'établir une réelle opposition au régime - l'ensemble des médias réellement indépendants a été dissous de force.

Il ne reste plus un seul journaliste de l'opposition au pouvoir en Ukraine qui peut se permettre de prendre ouvertement la parole, avec une réelle, digne de ce nom, critique du régime de Zelensky. Pas un seul sur l'ensemble du territoire national.

La raison de cette situation est très simple : soit ils sont tous déjà partis en exil à l'étranger, étant pourchassés par le régime de Zelensky ; soit, guidés par le sens de survie, ils gardent le silence sous la menace d'une répression directe, brutale et immédiate de la part du SBU (СБУ), service de sécurité interne, dont les méthodes sont dignes de ceux de leurs aïeux de la Gestapo sous le IIIème Reich.



## L'anéantissement de la télévision de l'opposition

Quand le régime de Zelensky a fait interdire non pas une, mais trois chaînes de télévision parmi les plus populaires d'Ukraine qui ont refusé de se soumettre au pouvoir totalitaire corrompu et de se transformer en relais de la propagande et de la glorification de l'association de malfaiteurs actuellement au pouvoir à Kiev - l'association RSF, étant le « grand défenseur des journalistes opprimés dans le monde », a reçu une lettre officielle cosignée par de nombreux journalistes ukrainiens affolés, demandant de l'assistance ou, au moins, de faire connaître le désastre de la liberté de parole et du journalisme sur ce qu'ils étaient en train de vivre sur le territoire de la « grande démocratie européenne défenseuse des valeurs européennes face à l'obscurantisme et à la barbarie » qu'est l'Ukraine.

Quelle a été la réponse apportée par RSF ? Un silence absolu.

Le réveil et la désillusion des naïfs journalistes ukrainiens qui ont ignoré à qui réellement ils s'adressaient ont été brutaux.

La destruction la plus grossière de la liberté de parole des journalistes à seulement 2.000km de Paris a été drôlement invisible par le groupement d'individus couverts par une belle étiquette de « Reporters sans frontières » pour une raison très simple : le gigantesque soutien financier direct de la dictature installée en Ukraine depuis 2014 est réalisé et officiellement assumé exactement par les mêmes sponsors outre-Atlantique que ceux de cette ONG : USAID, NED et OPEN SOCIETY de Georges Soros. Et le *modus operandi* classique de « défenseurs des journalistes face à l'oppression » qu'est RSF est très simple : on ne crache pas dans la soupe.

Il est à noter que ce crime commis par Zelensky contre la presse télévisée ukrainienne a eu lieu avant et non pas après le début de la guerre en Ukraine. Et si les glorieux « journalistes » chez RSF ont de fâcheux trous de mémoire à ce sujet - je leur rappellerai, bien volontiers, et les dénominatifs dédites chaînes de télévision, et les dates de leur fermeture arbitraire strictement sans aucun procès, ni condamnation, et de quand date ladite lettre de l'appel au secours reçue par RSF de la part des journalistes ukrainiens en détresse pour être envoyée directement à la poubelle.



## L'assassinat du journaliste américain

Si l'ensemble des journalistes ukrainiens en opposition au régime installé à Kiev depuis 2019 est réduit au silence, sachant que, le cas échéant, ils se mettront immédiatement en danger de prison, voire de mort - cela n'a pas été le cas de l'imprudent Gonzalo Lira, le journaliste américain d'origine chilienne, installé à Kharkov depuis 2016, et qui a imaginé dans sa profonde naïveté que sa citoyenneté américaine lui permettrait de parler librement en dévoilant au public occidental la vérité sur les crimes du régime dans lequel il vivait.

Le prix à payer de son illusion a été ultime : en mai 2023, il a été arrêté par le SBU (service de répression interne), jeté en prison et torturé, afin de lui apprendre à savoir fermer sa gueule, selon les déclarations du journaliste lui-même dès son assignation à résidence contre une caution. Craignant de plus en plus pour sa vie, le 31 juillet 2023, Gonzalo Lira a tenté de fuir le pays en traversant la frontière hongroise, afin d'y demander l'asile politique. Il est arrêté et de nouveau jeté en prison où il tombe malade d'une pneumonie et meurt à l'âge de 55 ans, le 11 janvier 2024, faute de l'absence du moindre soin, ce qui équivaut à un meurtre.

Ainsi, la dictature de Zelensky s'est débarrassée de l'unique journaliste présent sur le territoire ukrainien qui a osé parler librement et dire la vérité sur ce qu'il voyait autour de lui. Etant donné que le journaliste assassiné était dans l'opposition aux « démocrates » au pouvoir à la maison Blanche à l'époque, ces derniers n'ont pas jugé nécessaire de poser la moindre question à Kiev sur la détention illicite et la mort dans une cage de prison de l'un de ses citoyens.

Je répète : sur l'ensemble du territoire de l'Ukraine il n'existe plus un seul (!) journaliste libre se permettant de critiquer le régime de Zelensky. 100% des journalistes ukrainiens qui osent le critiquer d'une manière réelle sont en exil à l'étranger. Et même étant à l'étranger, ils sont tous pourchassés par Kiev et sont sous ses sanctions et les demandes d'extradition. Dernièrement, l'un d'entre eux - Anatoliy Shariy - a été condamné par la « justice » ukrainienne par contumace à 15 ans de prison ferme et même son avocat n'a pas été autorisé à assister au procès. Je mets au défi le groupement des prétendus protecteurs des journalistes qu'est RSF de présenter non pas 40, mais ne serait ce qu'un seul journaliste de la réelle opposition (non pas celle du simulacre de l'opposition orchestré par le régime, afin de créer l'image de l'existence de cette dernière, et qui ne le critique que d'une manière très superficielle et que sur des problèmes secondaires) pour l'ensemble de plus de 40 millions de citoyens ukrainiens.



Le 9 décembre 2023, le journaliste indépendant Tucker Carlson écrit : « *Gonzalo Lira est un citoyen américain qui a été torturé dans une prison ukrainienne depuis juillet, pour le crime d'avoir critiqué Zelensky. Les responsables de Biden approuvent cela, car ils aimeraient appliquer la même norme par ici. Les médias sont d'accord.* ».

Le 12 janvier 2024, le lendemain de la mort du journaliste, Tucker Carlson publie : « *Gonzalo Lira Sr., dit que son fils est décédé à 55 ans dans une prison ukrainienne, où il était détenu pour le crime d'avoir critiqué les gouvernements Zelensky et Biden. Gonzalo Lira était un citoyen américain, mais l'administration Biden a clairement soutenu son emprisonnement et sa torture. Il y a plusieurs semaines, nous avons parlé à son père, qui a prédit que son fils serait assassiné* ».



A l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, l'affaire a revu le jour et Elon Musk, de son côté, a donné le qualificatif clair à Zelensky : « *C'est un dictateur, il a tué un journaliste américain* ».

Bien évidemment, l'association des pseudo défenseurs de la liberté de parole dans le monde qu'est RSF n'a jamais attendu parler des faits cités. Ou, plus exactement, elle les connaît parfaitement, mais étant donné que la personne assassinée ne faisait pas partie de leur camp idéologique - cette affaire, comme tant d'autres affaires de l'élimination physique des journalistes, n'a jamais mérité la moindre attention de leur part.

Cela étant, cet assassinat de journaliste en Ukraine a dû inspirer RSF : ce n'est certainement pas pour rien qu'ils ont fait évaluer la position de l'Ukraine dans leur prétendu « Classement mondial de la liberté de la presse », en la déplaçant de la 79<sup>ème</sup> place en 2023 vers la 62<sup>ème</sup> sur les 180 en 2025. En affirmant par la même occasion, que la liberté de la presse en Ukraine est protégée davantage que, notamment, en Corée du Sud, Hongrie, Grèce ou encore au Japon.



### **RSF et la « liberté » de la presse dans les pays baltes**

En mettant l'Ukraine de côté, intéressons-nous à un autre cas illustre dans le cadre du prétendu « classement mondial de la liberté de la presse » de « reporters » sans frontières : celui des pays baltes, dont l'Estonie y occupe fièrement la 2<sup>ème</sup> place mondiale ; la Lituanie - 14<sup>ème</sup> et la Lettonie - 15<sup>ème</sup> place respectivement.

Ne parlons pas des régulières manifestations et parades annuelles de glorification des divisions de la Waffen-SS et d'autres unités baltes des bourreaux au sein de l'armée et forces d'occupation nazies durant la seconde guerre mondiale (de la 20<sup>ème</sup> division des volontaires estoniens de la Waffen-SS; de la 15<sup>ème</sup> et de la 19<sup>ème</sup> division des volontaires lettons de la Waffen-SS; du Kommando Arajs de la police auxiliaire lettone, entièrement composé de volontaires et responsable du meurtre d'au moins 30.000 personnes ; des bataillons de Polizei lituaniens ayant assassiné près de 100.000 juifs, dont 9.200 personnes dans la seule journée du 29 octobre 1941; ...) - des manifestations et parades autorisées et grandement soutenues par les autorités baltes tant au niveau local que national.

Ne parlons pas non plus de la complète destruction de l'ensemble des monuments dédiés aux soldats russes morts au combat contre le nazisme sur les territoires des pays baltes, y compris des monuments se situant sur les tombes des soldats, et de l'interdiction par les autorités baltes non seulement de la commémoration du jour de la victoire, le 9 mai, mais de l'interdiction sous peine de poursuites judiciaires même du dépôt de fleurs sur les lieux des monuments détruits.

Sans parler de tous ces « glorieux » exploits de trois pays « démocratiques » au sein de l'Union Européenne, il est, néanmoins, à souligner que l'ensemble de la population d'origine russe vivant en Estonie, Lituanie et Lettonie fait l'objet d'une gravissime oppression au quotidien à tout niveau sociétal et le moindre mécontentement exprimé de leur part est immédiatement réprimé. Et ceci non pas depuis hier, mais depuis 35 ans.



Parmi les très nombreuses dérives des régimes instaurés sur le territoire des pays Baltes depuis des décennies et surtout des dix dernières années, je vous en expose une parmi les dernières en date : à la veille du 9 mai 2025, fête de la commémoration des 80 ans de la victoire sur l'Allemagne nazie, l'appareil policier de la capitale lituanienne a fait interdire tout rassemblement public pendant la période du 8 au 10 mai. Bien évidemment, l'interdiction a visé exclusivement la population d'origine russe. La répression vis-à-vis de ceux qui refuseront à se soumettre : une amende personnelle allant de 100 à 600€ (en plus de l'amende allant de 300 à 1200€ pour le port du moindre signe symbolique rappelant l'Armée Rouge). Et nous parlons bien non pas du territoire d'un régime totalitaire des heures les plus sombres du passé de l'humanité, mais de celui de l'Union Européenne de cette année de 2025.

Combien de médias sur le territoire national lituanien ont dénoncé cette gravissime dérive liberticide ? Zéro. Et quelle est la place de la Lituanie dans le grotesque classement de RSF sur la liberté de la presse ? Dans le TOP-10 sur la planète Terre. Soit, un enviable exemple à suivre.

Concernant, la part des Russes dans les sociétés baltes, il est à noter que nous ne parlons guère d'une petite minorité insignifiante, mais pratiquement de ¼ de la population totale de l'Estonie et de la Lettonie. Selon les dernières statistiques locales, la population d'origine russe dans ces 2 pays représente 23.47% du total d'habitants (contre 5.02% en Lituanie).

Subissant l'oppression dictatoriale et la discrimination au quotidien de la part des autorités baltes, il y a plus de 130.000 personnes d'origine russe qui ont quitté le territoire de ces « fleurons de la démocratie et de la liberté de parole » ne serait-ce que dans les 15 dernières années, même si la majorité d'entre eux était natif des pays en question.

La grossièreté de la déformation de la réalité par l'ONG RSF concernant le niveau de la réelle liberté de la presse dans ces pays baltes peut ne pas être perçue auprès de ceux qui n'ont strictement aucune idée de la réalité sociale profondément malsaine qui règne sur les territoires en question. Et, comme les lecteurs l'ont déjà compris, en parlant de la réalité malsaine, je ne parle guère des faits comme celui de la consommation d'alcool, dont la population de la Lettonie est la plus grande consommatrice au monde ni de celle de la Lituanie qui occupe la 4<sup>ème</sup> place mondiale dans ce glorieux palmarès (source : statistiques de Data Pandalas, 2024), mais de toute autre chose.

Ces faits irréfutables de l'oppression liberticide sont sans équivoque : pour cette partie non négligeable, mais totalement négligée de la population des trois pays baltes il n'existe plus un seul (!) média local qui exprimerait son opinion librement en défendant dans l'espace médiatique les intérêts des populations d'origine russe, dont la majorité écrasante refuse de se plier à la politique russophobe et liberticide des autorités baltes, en défendant la politique de leur pays d'origine, sans être immédiatement persécutée et réprimée.

Mais, comment, alors, on obtient d'aussi excellents résultats dans le prétendu classement de RSF sur la liberté de la presse ?

La formule est très simple : faites disparaître, progressivement, tout au long des dernières décennies, les 100% de la presse et des journalistes libres qui représentent les intérêts et les opinions de ¼ de la population et, ainsi, à la sortie du processus de la purge, vous faites un constat fort intéressant : il n'y a, pratiquement plus de médias, ni de personne ayant le statut officiel de journaliste sur le territoire des trois pays à opprimer.

Enfin, les médias en langue russe dans les pays baltes continuent à exister comme tels. Après que la quasi-totalité des journaux et magazines socio-politiques appartenant aux russes et imprimés en russe dans les pays baltes aient été éradiqués par les autorités et que ce processus de destruction ait déjà pris fin vers le début de 2014, les populations d'origine russe se sont tournées vers les médias web.

Les web-médias baltes en langue russe et appartenant aux russes ont été un véritable dilemme et un grand problème à résoudre pour les régimes baltes, car, faute d'absence de nombreuses contraintes matérielles associées à la presse version papier, ils ont été plus difficile à éradiquer.

Si l'ensemble des gouvernements extrémistes ultra-nationalistes russophobes des trois pays baltes ont toujours œuvré durant les 35 dernières années consécutives pour l'éradication pure et simple de la presse en langue russe qui ne se plie pas à la volonté de la politique russophobe, les maîtres anglo-saxons dédites colonies baltes ont été bien plus intelligents sur cette question que leurs vassaux autochtones.

Ayant une très importante expérience de gestion des colonies, ils comprenaient bien que dans sa forme nationaliste radicale primitive la lutte contre la presse des minorités ethniques - pro-russes dans le cas présent - serait peu efficace et ne créerait que du rejet et de la résistance au sein de la population minoritaire opprimée et ne ferait que la détourner vers des sources d'information alternatives.

Alors, la stratégie anglo-américaine mise en place a été bien plus astucieuse que celle des autorités baltes et s'est résumée aux rachats non seulement de tous les principaux web-médias pro-russes en langue russe (Delfi, TvNet, ...), mais également des web-médias plus modestes (Mixnews.lv, Pres.lv, Bb.lv, Jauns.lv, Lsm.lv, ...) avec leur transformation progressive par doses homéopathiques en médias toujours en langue russe, mais ayant un agenda foncièrement anti-Fédération de Russie.

Dès le rachat par les anglo-saxons, ces médias pro-russes ont commencé à publier, progressivement, du contenu discréditant la Russie et ses dirigeants, la politique de soutien de Moscou à ses compatriotes à l'étranger, ainsi que l'ensemble des militants, organisations et partis russes qui défendaient les droits de la population russe dans les pays baltes.

Exactement comme les chaînes de télévision pro-russes en langue russe : TV-3, TV-5, LNT qui ont connu le même sort peu enviable. Bien que ces trois chaînes de télévision soient devenues la propriété des anglo-saxons, à un moment donné l'aveuglement ultra-nationaliste russophile des gouvernements baltes a pris le dessus sur les intérêts et le savoir-faire manipulatif de Washington et de Londres et les a forcés à passer à l'émission en langue nationale. Ce qui a directement conduit à la faillite l'ensemble des médias en question.

À la suite du refus d'entendre la raison des intérêts des maîtres anglo-américains, les politiciens nationalistes radicaux entêtés sur la question de la gestion des médias des colonies baltes ont été punis : la résistance du pouvoir en Estonie a été brisée et, en 2023, « l'Alliance nationale » de Lettonie a été écartée de la coalition au pouvoir. Seuls les extrémistes totalement soumis à la volonté des décideurs anglo-américains ont été autorisés par ces derniers à poursuivre leur vie politique au sein des forces au pouvoir.

En disant plus haut que sur l'ensemble des territoires des trois pays baltes il n'existe plus un seul média qui exprimerait son opinion librement, en défendant dans l'espace médiatique les intérêts des populations d'origine russe, je n'ai guère affirmé qu'il n'y a personne qui essaie de le faire. Loin de là : il y a bien de nombreux journalistes qui se révoltent contre l'oppression dictatoriale russophile des autorités baltes. Comme réponse à leur action, ils sont tous, sans une seule exception, gravement persécutés.

En ce qui concerne les médias en russe de taille modeste, restant la propriété des citoyens d'origine russe, ils ne sont guère laissés libres. Les conditions de leur existence imposées par les trois autorités baltes sont strictes et sans équivoque : la critique obligatoire et permanente de la politique de la Fédération de Russie, l'obligation de la traduction de chaque publication en russe également en langue officielle du pays (qui n'est pratiquement jamais lue pas les lecteurs des médias en question et ne font qu'alourdir grandement les coûts de fonctionnement), ainsi que l'interdiction absolue de la moindre critique de la politique liberticide russophile des autorités baltes sont les trois conditions qui doivent être obligatoirement respectées par lesdits médias pour continuer à exister.

Chaque responsable de ces médias a reçu la visite d'un représentant des services spéciaux baltes qui leur a exposé ces exigences non négociables pour qu'ils puissent continuer leur activité (information reçue d'un rédacteur en chef d'un média pro-russe sur place).

Et ceux des journalistes qui ont refusé de se plier à l'oppression ont été immédiatement persécutés et réprimés.

Comme le rapporte Aleksandr Brzozowski, en Lettonie, par exemple, sous les poursuites pénales se trouvent 14 journalistes d'origine russe, dont Andreï Yakovlev, Alexandre Malnach, Alla Berezovskaya, Elena Kirillova, Sergueï Melkonov, Lioudmila Pribylskaya, Vladimir Linderman, Andreï Solopenko et Andreï Tatarczuk. Les tribunaux ont déjà condamné certains d'entre eux à de lourdes amendes, d'autres à des travaux d'intérêt général et d'autres encore à des peines de prison avec sursis. Les journalistes Iouri Alexeïev et Rouslan Pankratov qui risquaient des peines de prison ferme, ont réussi à fuir le pays.

Pour faire condamner le journaliste Iouri Alexeïev, en 2017, les représentants du pouvoir letton ont falsifié des preuves. Ils ont placé des cartouches de pistolet dans son appartement et ont publié des messages sur les réseaux sociaux en son nom, incitant à la haine ethnique, sans même prendre la peine de faire attention à l'orthographe : les messages comportaient de nombreuses fautes de grammaire et de syntaxe en russe. Et ceci en sachant qu'Alexeïev avait travaillé pendant deux décennies comme rédacteur en chef de plusieurs médias et avait la maîtrise absolue de la grammaire russe. Le tribunal letton a catégoriquement refusé de prendre en considération ou même simplement vérifier ces éléments, ayant reçu les instructions appropriées des hautes autorités à son sujet. La réelle raison des persécutions du journaliste Alekseyev n'a rien à voir avec les éléments falsifiés qu'on lui incrimine, mais dans ses exigences exprimées publiquement d'arrêter l'ethnocide des minorités russes en Lettonie.

Toujours en Lettonie, des journalistes lettons ont été persécutés pour avoir collaboré avec des médias russes, membres de l'association RIA Novosti, « violant » ainsi les sanctions de l'UE. Or, l'UE a imposé des sanctions personnelles au directeur de RIA Novosti, Dmitri Kiselev, et non à l'encontre de la publication elle-même, donc, les journalistes lettons n'ont violé aucune sanction. Cependant, l'absence de cohérence dans l'acte d'accusation du

procureur n'a guère perturbé les tribunaux lettons. De plus que le procureur général, Juris Stukans, a publiquement exigé des peines exemplaires pour les « complices de la Russie ! ». Sans parler du fait que les services spéciaux lettons ont organisé un séminaire de formation (!) pour les juges chargés des procès contre ces journalistes.

Il s'est avéré que personne dans ce pays faisant fièrement partie du TOP-10 du prétendu « Classement mondial de la liberté de la presse » de RSF n'avait jamais entendu parler du principe de séparation des pouvoirs - pas plus que ne serait-ce que du concept de la liberté de la presse.

En Estonie, la journaliste Svetlana Burtseva est jugée pour ses activités journalistiques et incarcérée à la prison de Tallinn depuis plus d'un an. Le scientifique et écrivain Sergei Seredenko et le journaliste Alan Hatsom ont été condamnés à six ans de prison ferme. Depuis des années ils croupissent à la prison de Tartu.

En Lituanie, le journaliste pro-russe Algirdas Paletsky a été condamné également à six ans de prison ferme et l'éditeur Aleksey Greichus à quatre ans. Depuis plusieurs années les deux croupissent dans une colonie pénitentiaire de haute sécurité.

Les « grands protecteurs » de la liberté des journalistes que sont les « Reporters sans frontières », si fiers de leur prétendu classement de la liberté de la presse où ils placent les pays baltes en tête de gondole comme les exemples à suivre, ont-ils attendu parler des nombreux noms de ces journalistes persécutés ?

Chez RSF, sont-ils gravement contrariés par le fait que plusieurs journalistes pourrissent depuis des années dans les prisons baltes ? Sont-ils en train de condamner les gouvernements baltes pour l'oppression des journalistes énumérés et de lutter pour leur libération ?

Vu ce qu'ils affichent pour les pays baltes comme position au sein de leur grotesque « classement » qui est aussi éloigné de la moindre réalité que la Lune est éloignée de la Terre et vu que les journalistes opprimés ne font pas partie du même camp idéologique et politico-financier que celui de RSF, je me permets d'émettre beaucoup de réserve à ce sujet.

Enfin, parmi les nombreux noms de journalistes persécutés que j'ai cités, celui d'Alla Berezovskaya est connu de RSF. Ayant fait la bêtise d'être un jour adhérente à RSF, elle a immédiatement perdu ce statut dès qu'elle a commencé à être persécutée par le régime letton.

Dès le moment que les victimes journalistes ne font pas partie du camp de propagande financé par les fonds gouvernementaux, semi-privés et privés américano-européistes, ainsi que par l'obscurité qu'est le fond de George Soros – ils sont aisément qualifiés par RSF comme non-journalistes, voir classés comme non existants.

A l'heure d'aujourd'hui dans les pays baltes, le processus d'anéantissement de la presse non soumise au régime sur place est pratiquement achevé. Alors, d'une manière mécanique, dans les années à venir nous verrons, cela va de soi, de moins en moins de journalistes persécutés.

Cela étant, parler, même à l'avenir, de l'absence de journalistes opprimés dans les pays baltes est aussi grotesque et superflu que de parler de l'absence de juifs persécutés au sein de la société allemande entre 1940 et 1945. Normal : entre les lois de Nuremberg de 1938 et 1940, leur présence au sein de la société allemande a été réduite à zéro. De même pour la presse sous le IIIème Reich : dès l'incendie du Reichstag dans la nuit du 27 au 28 février 1933 et la promulgation de la loi allemande des « pleins pouvoirs » procurés à Adolf Hitler en 1933 - la liberté de la presse a été très considérablement restreinte.

Et si dix ans après, en 1943, une entité de la même espèce que RSF avait fait une « analyse » sur la liberté de la presse sous le IIIème Reich - elle aurait obtenu un constat tout à fait étonnant : il n'y a pas un seul journaliste sur le territoire de l'Allemagne nazie qui éprouve la moindre oppression de la part des autorités du pays.

Une telle « liberté » de parole journalistique devrait, « objectivement », placer l'Allemagne nazie dans le TOP-10 dans un classement mondial de la liberté de la presse, si un tel, similaire à celui de RSF d'aujourd'hui, avait été fait pour la période du second conflit mondial.

Et la raison de cette « liberté » est très simple : tous ceux qui ont exprimé la moindre opinion d'opposition au régime hitlérien s'étaient soit enfuis en exil depuis très longtemps, soit étaient déjà morts dans des camps de concentration.

Par le présent, je vous ai présenté le caractère profondément fallacieux du prétendu « Classement mondial de la liberté de la presse » de RSF que sur l'exemple de quatre pays : l'Ukraine, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie. Cela étant au vu de la gravité de la déformation de la réalité concernant la liberté de la presse dans les pays en question par des activistes de ladite ONG, il serait faire preuve d'une profonde naïveté que d'imaginer que la méthodologie appliquée au classement du reste des 176 pays de la liste de RSF soit différente à celle appliquée à l'Ukraine et aux pays baltes.

### **La question des médias publics et privés dans le classement de RSF**

La spécialité de RSF qui est l'interprétation de la réalité selon ce qu'ils veulent faire passer comme narratif, cette dernière n'a pas été oubliée et lors de leur évaluation du degré de la liberté des médias publics vis-à-vis des médias privés.

Comme le soulignait déjà en 2007 l'auteur Maxime Vivas à propos du classement de RSF : *« le monopole public de l'information est un critère négatif [chez RSF], mais le monopole privé non. Ainsi, la presse privée qui a prétendu pendant des mois que l'Irak possédait des armes de destruction massive va-t-elle ici gagner un point au détriment de celle qui a soutenu le contraire, si elle appartient à un Etat ? »*.

Soit, pour RSF, l'existence des médias d'état financés par le budget national est un grave problème au niveau de la liberté de la presse et fait donc rabaisser le pays de présence de tels médias dans leur classement.

Le fait que les principaux grands médias privés sont pratiquement tous la propriété de quelques personnes qui, avant tout, n'autorisent la parution d'aucune information sérieuse qui va à l'encontre de leurs intérêts personnels ; le fait qu'à l'Occident collectif ils sont tous grandement financés par l'argent public (plus de 100 millions d'euros par an rien qu'en France), ce qui n'est qu'une astuce du camouflage du contrôle indirect, mais plus que réel des médias par les gouvernements qui veulent se faire passer pour ceux qui n'ont aucun media leur appartenant et, ainsi, paraître comme « très démocratique » - cela ne dérange guère cette sulfureuse ONG.

De même, l'énorme quantité des médias dans le monde entier qui est directement ou indirectement financée par des puissances étrangères en qualité de porte-paroles de ces dernières dans les pays de leur présence - c'est un élément qui non seulement ne pose aucun souci à RSF, mais bien au contraire : c'est un excellent signe parlant de la « liberté de la presse ».

Les gigantesques perfusions financières qui ont été réalisées durant plusieurs générations, notamment par USAID, au bénéfice de toute une armée de médias se situant dans les pays-cibles de l'ingérence américaine et dont l'objectif direct du financement est la propagation des narratifs outre-Atlantique et la protection des intérêts de l'État américain et de leurs vassaux, ainsi que la lutte contre les gouvernements des pays à déstabiliser - aux yeux de RSF ce ne sont que d'excellents paramètres de la liberté de la presse qui ne font que monter les pays en question dans leur prétendu « classement ».

Un tel raisonnement dans le cadre d'une évaluation de la liberté de la presse est tout à fait grossier et grotesque.

Si les individus qui composent cette ONG ont envie d'oser dire le contraire - qu'ils présentent en même temps ne serait-ce qu'un seul média sur mille qui ait été financé par USAID et lequel, cependant, s'est permis de critiquer d'une manière réelle l'État américain et sa politique étrangère.

Non, on ne crache pas dans la gamelle qui vous nourrit. Et RSF, en tant qu'heureux bénéficiaire traditionnel des financements de l'USAID avant que ce dernier ne soit neutralisé (provisoirement) par l'actuel gouvernement américain, le sait mieux que quiconque.

## Partie II



### La « défense » par RSF des intérêts des journalistes et la condamnation de leur persécution

Pas de secret pour personne que l'ONG « Reporters sans frontières » se présente en tant que fervent défenseur des intérêts et droits des journalistes dans le monde. Sur ce point il faut rester juste et avouer : le personnel de RFS dispose d'un indéniable sens de l'humour.

Sans compter des dizaines de journalistes blessés qui ont échappé à la mort, depuis 2014, le nombre de professionnels des médias russes tués par les représentants du régime ukrainien dans la zone du conflit armé en Ukraine et sur le territoire de Russie par des actes terroristes organisés, réalisés et assumés par Kiev, s'élève à 36 personnes, pour la majorité d'une manière ciblée, dont 26 depuis février 2022.

Si RSF a de très gros trous de mémoire, je leur rappelle bien volontiers les noms et prénoms de chacun des journalistes tués : Daria Dougina, Maksim Fomine, Oleg Klovov, Sergueï Postnov, Alexey Iliaschevitsh, Rostislav Jouravlev, Boris Maksoudov, Semion Eremine, Valery Kozhine, Anton Mikoujis, Nikita Tsitsagi, Yulia Kuznetsova, Nikita Goldine, Alexandre Fedortchak, Anna Prokofieva, Alexandre Martemianov, Andreï Mironov, Sergueï Dolgov, Andrey Stenine, Andrey Viachalo, Sergueï Korenchenkov, Anatoliy Zharov, Sergueï Tverdohleb, Sergei Yartsev, Alexeï Ilyashevitch, Russell Bentley, Anton Volochine, Igor Korneliouk, Anatoly Klyan, Andreï Stenine, Vahid Efendiyev, Aphanasiy Cossé, Ivan Kovalchuk, Vsevolod Petrovsky, Anna Aseeva-Samelyuk et Maxim Lakomov.

Ou, peut-être, il faut rappeler aux activistes se cachant sous la belle et glorieuse étiquette de « protecteurs » des journalistes dans le monde le meurtre de Nima Rajabpur, la rédactrice en chef de la société de radio et de télévision iranienne IRIB, ainsi que de Masume Azimi, l'employée du secrétariat du même média (également indiquée en tant que ZERO inexistant dans la sordide et fallacieuse comptabilisation de RSF des « collaborateurs des médias tués »), lors d'une attaque préméditée au missile par Israël, le 17 juin dernier ?

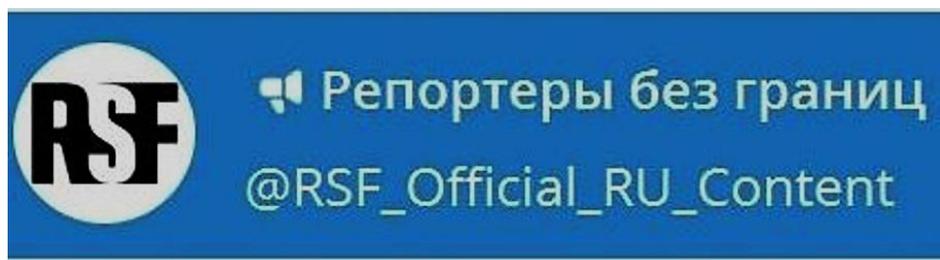
En connaissant ce que représente véritablement l'entité « Reporters sans frontières », je ne risque pas beaucoup de me tromper en affirmant, sans même le vérifier, que pas un seul de ces 38 meurtres de travailleurs des médias n'a jamais été ni condamné, ni même comptabilisé comme tels par ce groupement d'individus autoproclamé « défenseurs des journalistes dans le monde » au sein de leur fameuse affichette des journalistes « tués depuis le 1<sup>er</sup> janvier », fièrement exposée sur la page de garde de leur site internet.

Les « reporters » sans frontières, qui devraient plutôt porter le titre plus approprié en changeant le mot « frontières » par « honneur », ont, bien évidemment, « oublié » d'apercevoir l'existence de ces nombreux cas de meurtres et de gravissimes persécutions de journalistes, énumérés dans le présent dossier, sur les territoires des pays se situant sous le contrôle financier et donc idéologique des sponsors de RSF, notamment en Ukraine.

Une fois de plus, dès le moment que les victimes journalistes ne font pas partie du camp de propagande financé par les fonds gouvernementaux et privés américano-européistes - elles peuvent aisément être qualifiées comme non-journalistes, voir classées comme non existantes. RSF ne manque jamais une occasion de se démontrer en

tant que fervent défenseur du concept spirituel représenté par les cochons orwelliens de « La ferme des animaux » :

« *Tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres* »



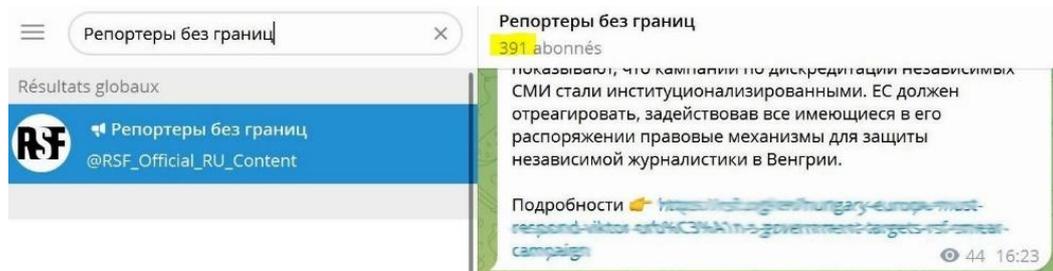
### Canal Telegram de la propagande de RSF en russe

Le 1<sup>er</sup> mai 2024, RSF annonce fièrement : « *Face à la censure des autorités russes, RSF lance son canal russophone officiel sur Telegram* ».

Mettons de côté non pas le silence, mais le soutien de cette organisation de pseudo défenseurs des droits des journalistes dans le monde vis-à-vis non pas d'une simple censure, mais de la répression via la liquidation pure et simple sur le territoire de l'UE de l'ensemble des médias accrédités, étant financés, même partiellement, par la Russie.

Mettons également de côté le soutien de RSF vis-à-vis du blocage des canaux Telegram russes en langues européennes traitant de la politique et, en même temps, l'indignation perfide de RSF face à l'action de riposte entreprise par les autorités russes vis-à-vis des médias financés par les pouvoirs occidentaux sur le territoire de Russie en guise de réponse à la répression occidentale des médias pro-russes.

Mais, voyons quel est le résultat obtenu par les grands professionnels du monde des médias et de la communication que sont RSF dans le cadre de leur action sur le réseau Telegram totalement libre de toute censure, où ils ne peuvent donc plus raconter des récits sur l'oppression de leur action.



Ce résultat est très simple : en 14 mois d'existence du canal RSF adressé aux russes, ce fameux outil du port de la « lumière de la vérité », version RSF, n'a reçu que 391 abonnés (russophones du monde entier et non pas que des habitants de la Russie). Soit, moins d'une personne par jour.

Pour être clair, cette entreprise est un gigantesque fiasco qui démontre parfaitement le réel niveau du professionnalisme, de l'efficacité et de la valeur de la propagande de cette ONG et du crédit qu'on lui porte dès le moment qu'elle sort du champ médiatique de confort contrôlé et grandement boosté d'une manière artificielle par des mass-médias du même camp politico-financier que celui des sponsors de RSF.



### **« Deux poids, deux mesures » et la désinformation de RSF vis-à-vis des lois sur « les agents étrangers »**

Dès 2017, RSF s'indigne et condamne rigoureusement l'adaptation par Moscou de la loi sur « les agents étrangers », c'est à dire sur les personnes directement payées - de même que RSF - par les puissances étrangères, afin de propager sans le moindre encadrement légal les narratifs et agendas des « sponsors » sur le territoire national de la Fédération de Russie ou se situant sous l'influence directe des pouvoirs étrangers :

*« Deux jours après l'enregistrement de la chaîne d'État russe RT comme “agent étranger” aux États-Unis, Moscou adopte le 15 novembre 2017 une loi permettant de déclarer comme tel n'importe quel média international. Reporters sans frontières s'alarme d'une logique dangereuse ».*

Nul besoin du moindre commentaire de la logique perfide de RSF considérant l'action américaine contre la presse russe comme parfaitement saine et celle de la réponse (à la provocation) symétrique de la Russie comme « dangereuse ».

Trois ans passés, en janvier 2021, des individus chez RSF reviennent à la charge : « *En Russie, la Chambre basse du parlement a adopté, le 16 février 2021, de nouveaux amendements obscurs à la loi sur les “agents de l'étranger”* ».

Au mois d'août 2024 RSF s'indigne, une fois de plus, de l'encadrement légal de ceux qui mangent en Russie de la même gamelle financière, principalement outre-Atlantique, que cette ONG : « *Représentant plus d'un tiers des acteurs visés par la loi sur les “agents de l'étranger”, les médias indépendants constituent de loin le premier secteur ciblé par cette loi, emblématique de la répression systématique dont ils font l'objet via l'arsenal législatif russe. Reporters sans frontières a analysé les listes stigmatisantes des “agents de l'étranger” et des “organisations indésirables” du ministère de la Justice, outils privilégiés de censure, et dénonce ce dénigrement des médias comme cinquième colonne* ».

Contrairement à la désinformation propagée par RSF auprès du public crédule, il est à souligner que strictement rien et personne n'interdit l'activité des « agents étrangers » sur le territoire de Russie. L'exigence légale (lois n°121-FZ, n°327-FZ et n°255-FZ) est parfaitement normale : lors des publications par ces derniers dans l'espace médiatique russe, le grand public a le droit de savoir et doit donc être informé, tout simplement, de la nature des auteurs. Le public doit être informé quand il est en face de personnes physiques ou morales financées par des institutions étrangères, afin de pouvoir faire sa propre opinion indépendante et souveraine sur le degré de la confiance à accorder à des récits de tels auteurs. Les auteurs, étant parfois financés directement ou indirectement à 100% par les gouvernements étrangers, en se faisant passer, avant la mise en place de nouveaux instruments législatifs, pour des communicants totalement indépendants et qui n'ont rien à voir avec les moindres commanditaires de l'étranger.

En ce qui concerne les médias et journalistes étrangers dûment accrédités dans la Fédération de Russie, même ceux foncièrement russophobes, ils ne sont même pas soumis à l'obligation de s'enregistrer au sein du registre des « agents étrangers ».

En mai 2024, la Georgie, pays du Caucase, étant gangrenée d'une manière encore plus significative que la Russie par la propagande des pays-adversaires via leurs « porte-paroles » sur place - les personnes physiques et morales de nationalité géorgienne grassement payées par l'étranger - adopte également une loi sur « les agents étrangers ».

Le Département d'État « démocrate » américain en la personne de son porte-parole Matthew Miller a immédiatement menacé la Géorgie en soulignant la qualité « anti-démocratique » de la loi adoptée : « *Les déclarations et les actions du gouvernement géorgien sont incompatibles avec les valeurs démocratiques qui sous-tendent l'adhésion à l'UE et à l'OTAN et compromettent ainsi la voie de la Géorgie vers l'intégration euro-atlantique* ».

Le ministère des Affaires Etrangères français déclare à son tour : « *Cette initiative contribue à discréditer les ONG et les médias et porte un coup sévère à la démocratie géorgienne* ».

Etant calquée sur les narratifs de leurs sponsors, RSF crie au scandale avec leur manière habituelle d'exultation déséquilibrée de petits activistes balançant leurs slogans depuis la foule: « *Le parlement géorgien a adopté la loi "agents étrangers". RSF dénonce une régression affligeante de la liberté de la presse. Cette loi liberticide calquée sur le modèle russe doit être abrogée!* ».

Cependant, il y a, comme d'habitude, un « petit oubli » dans les indignations des activistes de l'organisation « Reporters sans frontières » agissant sous couverture du statut de journaliste.

En mettant en lumière les « gravissimes dérives anti-démocratiques » prétendument commises par la Russie et, ensuite, par la Géorgie via l'adaptation des lois sur les « agents étrangers », RSF qui fait partie intégrante de l'appareil de propagande et de désinformation gouvernementale occidentale contre les intérêts non-occidentaux, a « oublié » de préciser qu'il ne parle que de l'arbre qui cache la forêt.

L'air de rien, les « défenseurs de la liberté de parole » oublient de mentionner un détail : la loi russe et la loi géorgienne sur les « agents étrangers » n'est rien d'autre que l'adoption de la même loi déjà existante aux États-Unis. Et non seulement déjà existante, mais existante depuis 1938 (Foreign Agents Registration Act- FARA - loi pour l'enregistrement des Agents étrangers), aujourd'hui en vigueur sous sa rédaction de 1995.

Les actes normatifs régissant ce domaine des relations publiques ont été adoptés et appliqués dans plusieurs pays du monde, dont en Russie que très tardivement par rapport aux pionniers dans le domaine que sont les Américains. En dehors des Etats-Unis, les lois sur les « agents étrangers » et leurs équivalents existent belle et bien dans d'autres pays, notamment en Australie (Australia Foreign Influence Transparency Scheme Act Nr.63 de 2018 - FITSA) et en Israël.

La position de prétendus « experts » de RSF stipulant, *de facto*, qu'il y a une grande différence au niveau des contraintes entre la version russe et la version américaine ou, par exemple, australienne au niveau de la législation sur les « agents étrangers » est parfaitement mensongère. Une étude de près des textes des bases légales respectives le confirme sans équivoque. Les normes de la législation américaine et australienne sont les plus similaires en termes de contenu avec les normes russes.

Par ailleurs, la rigueur de la loi américaine est bien plus prononcée par rapport à la version russe. Notamment, en ce qui concerne l'activité politique, cette notion est très vague dans le cadre de FARA, soit, l'appréciation de l'activité d'une personne morale/physique est tout à fait arbitraire. De son côté, la législation russe décrit très en détail et délimite clairement l'application de cette notion, sans laisser aucun champ à une libre interprétation et manipulation.

Côté répressif, la sanction maximale prévue aux Etats-Unis pour une activité irrégulière d'un « agent étranger » est de 10.000\$ et de 10 ans de prison ferme. Du côté de la Russie, la sanction maximale est de 500.000 roubles (dans les 5.500\$) et aucune (!) peine de prison n'est encourue (art. 19.34. de la loi N 195-FZ du Code sur les infractions administratives). L'activité des « agents étrangers » en Russie est régie exclusivement par le droit administratif ; celle menée aux Etats-Unis est également régie par le droit pénal.

En ce qui concerne le nombre de personnes physiques et morales soumis au statut d'« agent étranger » aux États-Unis - il est incomparablement plus élevé qu'en Russie. Déjà au mois de mai 2023, le nombre d'« agents étrangers » sur le sol américain était supérieur à 3.500 contre près de 400 en Russie. La surveillance et le contrôle par l'état américain se sont considérablement accrus durant les dernières années : sur plus de 3.500 « agents », plus de 1/3 a reçu ce statut que depuis l'année 2015.

Il est à souligner que jusqu'en 2017, en Russie, les médias financés par les sources étrangères ne tombaient guère sous la loi russe sur les « agents étrangers », même si leur activité était de nature foncièrement anti-gouvernementale. Ce n'est qu'en novembre 2017 et qu'en réponse paritaire à l'exigence du ministère de la justice des États-Unis d'enregistrer les médias financés par la source russe « Russia Today » et « Sputnik » en tant qu'« agents étrangers » sur le sol américain que la loi de riposte introduisant le concept de « médias - agent étranger » a été adoptée, à son tour, en Russie (loi n°327-FZ).

Contrairement aux « oppresseurs de la liberté de parole » que sont, selon RSF, les gouvernements russes et géorgiens respectivement, les gouvernements de l'UE - « défenseurs des lumières de la démocratie » tant loués par RSF ne faisaient pas dans la dentelle en perdant leur temps dans la classification des médias « pro-russes » parmi les « agents étrangers » - ils les ont anéantis, tout simplement, en les interdisant du jour au lendemain sur l'ensemble de leur territoire.

Une mesure aussi « démocratiquement » expéditive est tout à fait compréhensible : dans le cadre de la guerre en Ukraine, il était nécessaire de couper net et en urgence la possibilité de l'accès par le grand public européen, abaissé au rang de moutons, à des informations alternatives à celles propagées par les médias mainstream contrôlés par le pouvoir « atlantiste » aux risques de voir des soulèvements populaires révoltés par la vérité qu'ils pourraient y découvrir.

Il est également à souligner que depuis le début de l'année 2023 l'Union-Européenne elle-même est en train d'élaborer sa propre loi sur les « agents étrangers ». La loi obligerait les organisations non gouvernementales à divulguer des informations sur tout financement provenant de l'extérieur de l'UE. Les nouvelles règles seront très similaires à celles déjà en vigueur aux États-Unis, en Australie, en Russie et en Géorgie.

En ce qui concerne la France, le pays du domicile de RSF, la loi n° 2024-850 du 25 juillet 2024 « *visant à prévenir les ingérences étrangères en France* » met en place un registre des représentants d'intérêts étrangers - personnes physiques et morales agissant pour le compte d'un « mandant étranger » dans le but, notamment, d'influencer la décision publique ou de mener des activités de communication. RSF « oublie » d'informer ses naïfs lecteurs qu'il abuse mentalement que les sanctions prévues en France pour une activité irrégulière d'un « agent étranger » sont incomparablement plus répressives que celles promulguées en Russie : 45.000 euros d'amende et 3 ans de prison ferme pour les personnes physiques ; les peines prévues pour les personnes morales vont jusqu'à 225.000 euros.

Selon RSF, bien évidemment, si dans le cas de la Fédération de Russie et de la Géorgie l'adoption des lois sur le contrôle des « agents étrangers » n'est qu'un outil de l'oppression de la liberté et le reflet de l'obscurantisme - dans le cas des États-Unis et de leurs vassaux il ne s'agit que du perfectionnement de la « défense des lumières de la démocratie ».

L'opinion de l'auteur de ces lignes sur le sujet : la loi sur l'encadrement des agents d'influence étrangère payés à ce titre par des pays étrangers est non seulement parfaitement normale et saine, mais doit bien être promulguée dans l'ensemble des pays au monde sans exception, afin de protéger les intérêts nationaux respectifs face aux abus omniprésents de la propagande étrangère sous couvert d'anonymat des tireurs de ficelles restant dans l'ombre et visant les intérêts des puissances étrangères.

De leur côté, la ligne conductrice de l'activité des individus qui composent l'ONG RSF et leur avis sur le sujet sont tout à fait différents et ne se basent que sur le bon vieux principe romain :

« *Quod licet Iovi, non licet bovi* » - ***Ce qui est permis à Jupiter ne l'est pas aux vaches.***



| COMPTE DE RESULTAT | Réalisé<br>RSF PARIS | Révisé n°4<br>RSF PARIS | Réalisé<br>RSF PARIS | Ecart                     | BUDGET<br>RSF Paris |
|--------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|---------------------------|---------------------|
| PAR ACTIVITES      | 2022                 | 2023                    | 2023                 | Réel 2023 vs<br>Réel 2022 | 2024                |
| (en euro)          |                      |                         |                      |                           |                     |

### Les financements et les dépenses de RSF

Nul doute que la jolie présentation en tête du dernier rapport financier de « RSF » qui rappelle drôlement le drapeau de l'organisation ultranationaliste extrémiste ukrainienne « Secteur Droit » n'est rien d'autre que le produit de mon imagination.

Cela étant, les « reporters » sans frontières peuvent être fiers d'une telle coïncidence, vu qu'ils soutiennent officiellement, corps et âme, le régime qui héberge, courtise, décore et glorifie cette entité de « défense de la lumière des valeurs démocratiques face à l'obscurantisme », et doivent me remercier pour leur avoir pointé du doigt cet idyllique parallèle. Je leur laisse fort volontiers et à titre gracieux ce « produit de ma propriété intellectuelle » pour une utilisation ultérieure à volonté.

Trêve de lyriques parenthèses, revenons à nos moutons ou, plus exactement à nos « journalistes » de RSF, ou, encore plus exactement, à leur comptabilité, laquelle, je peux vous assurer d'avance, est aussi spectaculaire qu'instructive.

Cela étant, afin de ne pas trop alourdir le présent récit, je m'arrêterai que sur 3 éléments du « passif » comptable et que du dernier rapport financier de « RSF Paris » de l'année 2023, ainsi que de leur budget 2024 : charges « bureaux », « locaux » et « ressources humaines », bien que le reste soit également fort intéressant et mérite de l'attention.

### Les dépenses RH de RSF et le côté quantitatif de leur activité

|   |                   |                   |                   |                  |                   |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| <b>Ressources Humaines</b>  | 3 545 324         | 4 555 386         | <b>4 477 585</b>  | 932 261          | <b>5 004 137</b>  |
| Activités hors RH<br><i>DRIP - DCE - DPA - DED - JTI + Forum I&amp;D (subv équilibre)</i> | 5 071 707         | 4 691 696         | 4 844 428         | (227 279)        | 6 508 830         |
| <b>Bureaux</b>  | 1 098 273         | 1 393 908         | <b>1 371 530</b>  | 273 257          | <b>1 771 898</b>  |
| RSF International<br>(hors refacturation de 50KE)   | 3 000             | 10 000            | (1 000)           | (4 000)          | 10 000            |
| Activités commerciales<br><i>Albums</i>   | 729 931           | 799 341           | 776 979           | 47 049           | 753 094           |
| Activités commerciales<br><i>Autres charges (IS)</i>                                      | 6 010             | 6 100             | 5 590             | (420)            | 6 100             |
| Frais de collecte (public/privé/legs)   | 98 699            | 77 184            | 74 100            | (24 599)         | 72 330            |
| Frais généraux  | 342 132           | 460 686           | 443 968           | 101 836          | 460 819           |
| <b>Locaux</b>   | 174 269           | 200 623           | <b>195 807</b>    | 21 537           | <b>384 030</b>    |
| <b>Total charges</b>  | <b>11 069 345</b> | <b>12 194 924</b> | <b>12 188 986</b> | <b>1 119 641</b> | <b>14 971 239</b> |

Selon le rapport financier de RSF, que pour l'année 2023 les dépenses de l'association réalisées au niveau des Ressources Humaines (RH) sont à hauteur de 4.477.585€ et le budget RH prévu pour l'année 2024 est à hauteur de 5.004.137€.

Ceci avec uniquement 92 salariés en France et de par le monde pour l'année de 2024. Selon les sources ouvertes et les déclarations de RSF, il compte 55 salariés en France, 1 en Belgique, 2 au Royaume-Uni, 3 aux Etats-Unis, 10 au Brésil, 5 au Sénégal, 4 en Tunisie, 8 à Taiwan, ainsi qu'un représentant par pays pour le Mexique, l'Algérie, la Turquie et le Pakistan.

Soit, en moyenne, plus de 4.500€/mois/pers en RH en 2024, en sachant que près de ¼ des salariés de RSF se situe dans les pays où le salaire moyen n'est que de quelques centaines de dollars par mois.

En consultant les rapports d'activités annuelles de RSF et en analysant le travail concret accompli, notamment durant l'année 2024, on y découvre aisément les résultats du travail annuel correspondant à celle d'une équipe classique de 20-30 personnes bien chargées au quotidien. Cela étant, nous sommes particulièrement éloignés de ce que devrait produire une équipe de 92 professionnels salariés appuyés par plus de 150 correspondants (les déclarations simultanées floues de RSF dans des sources diverses parlent de 134, de 136 et de plus de 150 correspondants), soit plus de 242 personnes dotées d'un gigantesque budget de près de 15 millions d'euros ne serait ce que pour ladite année.

En parlant de détails du réel travail journalistique quantifiable - les publications - et en partant des déclarations de RSF indiquant au moins 243 salariés et correspondants dans le monde, voyons les résultats quantitatifs de cette équipe en se basant sur l'ensemble des publications de RSF, par exemple du mois d'avril 2025, qui n'est guère très différent de tout autre mois de l'activité de cette ONG.

En avril 2025, l'ensemble des effectifs salariés et non-salariés de RSF ont produit des articles publiés sur leur plateforme, dont l'ensemble représente 155.000 caractères/30 = 5166 caractères/jour.

Soit, au moins 243 personnes ayant à leur disposition un budget mensuel de 1 249 320 € ont produit 47 lignes de texte par jour sur une page A4. Soit,  $5166/243 = 21$  caractères = 3-5 MOTS PAR JOUR par « journaliste » faisant partie de cette fameuse structure laquelle, rien qu'en 2024, a consommé, selon le budget connu, QUATORZE MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE ET ONZE MILLES DEUX-CENT TRENTE-NEUF EUROS (14 971 239 €).

L'ensemble des publications sur le site internet RSF, l'ensemble de leur publication sur YouTube et sur tout autre réseau social - c'est un travail digne de ce nom de 5-10 personnes travaillant à plein temps. De quoi s'occupe le reste des effectifs de cette ONG reste un grand mystère.

Cela va de soi, en répondant à des questions sur l'incroyable médiocrité quantitative de l'activité de RSF, cette organisation, comme n'importe quel appareil bureaucratique qui doit justifier son existence et les sommes gigantesques consommées tirées des poches des contribuables, commencera sans le moindre doute à parler de l'importance non pas de la quantité mais de la qualité de leur action.

Cela étant, la question de la qualité est bien celle, dont ils devraient éviter de soulever, vu la grossièreté superficielle et linéaire du quasi ensemble des missives produites par RSF tout au long de son existence et qui ont incomparablement plus en commun avec des slogans criés depuis les rangs des partis politiques des mouvances radicales lors de leurs manifestations de rue, qu'avec un travail journalistique digne de ce nom.

En ayant comme l'une des principales activités les procédures de la perception des subventions constituées principalement de l'argent des contribuables européens et américains et de leur consommation, il ne faut guère s'étonner d'une telle quantité de « travail » accompli par RSF.

### **Bureaux et locaux de RSF : la belle vie**

Un autre point fort intéressant de la comptabilité de RSF : le rapport financier de cette entité démontre qu'elle a réussi une grande prouesse avoir dépensé 1.567.337€ qu'en lignes comptables de dépenses « bureaux » et « locaux » rien que pour l'année 2023. Soit 130.611€/mois (!).

En 2024, selon ledit rapport financier, le chiffre 1.567.337€ passe à 2.155.928€, soit à 179.600€/mois, en sachant que la majorité des bureaux de RSF hors France sont implantés dans les pays et villes, dont les prix de

l'immobilier/loyer sont sensiblement, voir incomparablement plus faibles par rapport à ceux de Paris ou Londres : Dakar, Tunis, Taipei et Rio de Janeiro.

En parlant de son implantation en France, l'association RSF, existant à 2/3 grâce à des subventions étatiques - c'est-à-dire grâce à l'argent des contribuables - a choisi d'installer ses bureaux dans les quartiers prisés de la ville de Paris. Les « reporters » de RSF estiment certainement que c'est en-dessous de leur honneur et niveau socio-professionnel que d'élire domicile, par exemple, à quelques kilomètres plus loin, derrière le boulevard périphérique de la ville de Paris où les prix de l'immobilier/loyer sont très sensiblement moins chers par rapport à ceux de leurs quartiers parisiens enviables par tant d'entreprises qui ne peuvent pas se permettre un tel luxe, car leur argent ne tombe pas du ciel, contrairement à l'ONG en question.

Après, étant donné que la partie écrasante de l'argent qu'elle dépense n'a rien à voir, ni de près, ni de loin, avec celui des entreprises privées qui doit être d'abord durement gagné avant d'être dépensé – le gaspillage de l'argent des contribuables, ainsi que des donateurs privés, dont la naïveté est abyssale, ne doit étonner personne.

Les éléments exposés ci-dessus démontrent que le confort et le bien être personnel des individus composant l'association RSF doivent être, fort probablement, prédominant vis-à-vis la prétendue raison de leur existence qui est « la protection des journalistes opprimés dans le monde ».

En prenant la comptabilité de RSF, n'importe quel chef d'entreprise digne de ce nom peut aisément démontrer comment facilement diminuer les dépenses financières de fonctionnement de l'entité en question au moins à 1/3, voire à 1/2, sans pour autant perdre en qualité du travail rendu. La question reste ouverte si de tels résultats financiers sont le fruit d'une gestion lamentable ou d'autre chose.



### **Qui sont les véritables propriétaires de RSF ?**

Ales dos Santos disait : « *Montre-moi tes amis, et je te dirai qui tu es* ». Dans tous les domaines d'activités, dont les acteurs sont dépourvus de la capacité propre de l'autofinancement et sont directement dépendants des financements externes - pour la majorité des médias en Occident et les entités du type « Reporters sans frontières » - ce proverbe sonne autrement : « *Montre-moi ceux qui te financent, et je te dirai la propriété de qui tu es* ».

Le terme « propriété » n'est guère une exagération, mais un constat indéniable : coupez les perfusions financières détenues par les donateurs de tels organismes et vous observerez leur disparition dans les plus brefs délais. Ceux qui décident de la viabilité d'une telle ou telle structure sont ses réels propriétaires.

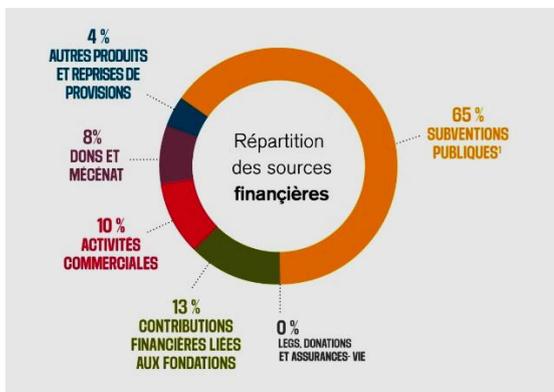
Soit, pour connaître à qui appartient réellement l'ONG RSF et tant d'autres entités handicapées du point de vue de l'autosuffisance financière, il suffit de se rappeler d'un bon vieux proverbe russe : « *Celui qui paie – commande la musique* », pour lequel les français ont trouvé une autre formule pour décrire le phénomène : « *Qui paie le bal mène la danse* ».

En mai 2025, le média français L'Éclaireur écrit : « L'UE finance, avec l'argent des contribuables européens, un vaste système de propagande mêlant agences de presse, régies publicitaires, médias mainstream et prétendument indépendants, ONG et agences étatiques comme Viginum. Près de 650 millions d'euros déboursés au niveau européen, auxquels il faut rajouter les dépenses de chaque Etat membre... Contrat-cadre de 123,8 millions d'euros accordé à Havas (groupe Bolloré) juste avant les élections européennes de 2024. Bref, on dépense des sommes considérables de vos impôts pour que vous pensiez bien et n'ayez aucun accès à une information déviant du discours officiel ».

Personne ne sera surpris d'apprendre que parmi les heureux bénéficiaires de la manne financière distribuée par l'UE à ces agents de propagande, après l'avoir soutiré des poches des contribuables, se situe l'ONG « Reporters sans frontières ».

En France, la très « indépendante » ONG RSF se situe non seulement parmi les heureux consommateurs des fonds du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, mais également parmi les principaux bailleurs de fonds de l'Agence française de développement (AFD) du gouvernement Macron.

En indiquant la répartition par type de sources du financement, ce mois de juillet 2025 RSF indique les données sur l'année 2024 où la part des subventions publiques perçues passe de 54% sur l'année de 2023 à 65% en 2024 (69,3%, si on se base sur le « budget RSF Paris 2024 » indiqué dans leur rapport financier, soit 10.390.491€ sur les 14.991.841€ du total de « recettes »).



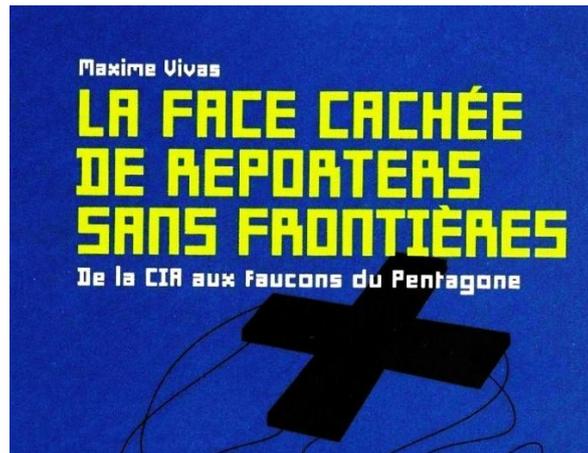
De l'autre côté de l'Atlantique, les « Reporters sans frontières » sont également chez eux : étant l'un des agents de propagande et de désinformation parmi les plus agressifs de ceux qui agissent contre le monde non occidental dans les intérêts du pouvoir américain principalement, ils sont les heureux bénéficiaires depuis tout une époque d'une rivière financière coulant des sources américaines vers la caisse de RSF. Notamment depuis l'USAID (supervisée par le président américain, le Département d'Etat, le Conseil de sécurité nationale et la CIA) via National Endowment for Democracy (NED) et la sulfureuse organisation de Georges Soros qui est l'Open society Foundation - les deux outils opérationnels du financement de l'ingérence dans les affaires des pays étrangers, de la désinformation à grande échelle, de la déstabilisation des sociétés et de la propagation générale du chaos dans les pays du monde non occidental résistant à la domination de Washington.

La rivière financière réputée impérissable s'est, pourtant, tarie. Dès l'arrivée au pouvoir à la maison Blanche, Donald Trump a coupé toutes les tentacules de l'ingérence dans les affaires des pays étrangers via ses agents médiatiques à l'étranger, dont RSF, bénéficiaires d'une gigantesque manne financière (ne serait-ce que pour l'année 2025, le budget prévu à cet effet était de 268 millions de dollars), ce qui a semé une véritable panique à l'échelle mondiale dans leurs rangs.

On peut être d'opinion différente sur la personne et la politique menée par Donald Trump, cela étant, il a bien mis fin au fonctionnement de l'organisme de l'apport du chaos dans le monde entier qu'est l'USAID et, par la même occasion, du pillage des contribuables américains. Cela étant, il faut rester lucide : dès le jour où le camp de Donald Trump perdra le pouvoir - USAID sera, sans le moindre doute, immédiatement rétabli et son action de déstabilisation des sociétés dans le monde non occidental reprendra.

En ce qui concerne la réaction des « Reporters sans frontières » à la nouvelle initiative de la maison Blanche, Clayton Weimers, responsable du bureau RSF Amérique du Nord a exulté : « *Le gel du financement de l'aide américaine sème le chaos dans le monde entier, y compris dans le journalisme. Les programmes qui ont été gelés apportent un soutien vital à des projets qui renforcent les médias, la transparence et la démocratie. Le président Trump a justifié ce décret en accusant – sans preuve – une soi-disant « industrie de l'aide étrangère » de ne pas être alignée sur les intérêts américains* ».

Soit, ce personnage affirme que Donald Trump incrimine l'USAID de travailler contre les intérêts américains et reproche au président américain de l'affirmer sans aucune preuve. De ce fait, les « Reporters sans frontières » confirment eux-mêmes que les financements de l'USAID, dont ils ont été les heureux bénéficiaires de très longue date, servent les intérêts des Etats-Unis d'Amérique et non pas de belles causes exposées par la propagande mensongère.



### **« La face cachée de Reporters sans frontières : de la CIA aux faucons du Pentagone »**

Selon les éléments exposés dans la présente analyse on pourrait croire que la véritable nature de la prétendue association journalistique qu'est RSF et ses réelles activités ne concernent que les dernières années de son existence. Loin de là. L'ensemble des éléments exposés à présent concerne directement non pas les dernières années, mais bien les décennies de son existence.

Notamment, dans l'ouvrage « *La face cachée de Reporters sans frontières : de la CIA aux faucons du Pentagone* » paru déjà en 2007, son auteur Maxime Vivas détaille sur plus de 250 pages les fréquentations douteuses, les financements honteux, les hargnes sélectives, les indulgences infondées, les tentatives de dissimulation, les manipulations des chiffres et les mensonges réitérés des « Reporters sans frontières », le tout au service d'une cause sans aucun rapport avec les objectifs si fièrement affichés.

Le livre démontre en détail l'ardeur au travail de RSF contre les pays pauvres que l'Occident veut soumettre et le silence des prétendus « reporters » face aux concentrations financières dans les médias des pays riches, de même que la mansuétude envers les « bavures » de l'armée américaine dans le monde et les « oublis » dans la comptabilisation pas RSF des journalistes qui en sont victimes.

Les paravents de la CIA qui co-financent RSF via leurs outils financiers d'ingérence dans les affaires des pays étrangers que sont les organisations CFC et NED via USAID également mises à la lumière du jour. Sans oublier la sulfureuse fondation Open Society de Georges Soros qui agite partout où peut être mis en place des régimes pro-américains et qui fait également partie des généreux sponsors de RSF.

La préface en dit long : « [...] le lecteur observera que mon assertion est confirmée par des dizaines de sources vérifiées [...] RSF est bien financé par des officines-écrans de la CIA ou par le milliardaire et magnat international de la presse Georges Soros via Open Society Institute qui intervient dans les contrées où peut être

*fabriqué un gouvernement pro-états-uniens. On constatera, grâce des sources irréfutables, que la famille d'un caméraman assassiné par l'armée états-unienne a ordonné un RSF de se retirer du dossier pour cause de flagrante complaisance avec les tueurs. On découvrira comment RSF joue le rôle d'avocat des faucons du Pentagone. [...] On pourra même visionner en débat public où RSF plaide pour la liberté de publication des textes révisionnistes et négationnistes [...] ».*

L'auteur pose la question « *Alors, RSF ? Association humanitaire ou bras médiatique européen de la CIA et des faucons du Pentagone ?* » et y apporte une réponse détaillée et anéantissante sur ces pseudos humanitaires.



### **Appel de RSF à la pluralité des médias**

Il est tout à fait amusant de lire des missives lumineuses de RSF, tels que « *...la bonne information du public, élément fondamental de la démocratie. À ce titre, il est nécessaire de garantir le pluralisme, non seulement dans sa dimension externe (pluralité des médias sur un même marché), mais également dans sa dimension interne (pluralité des courants de pensée exprimés dans un même média)* ».

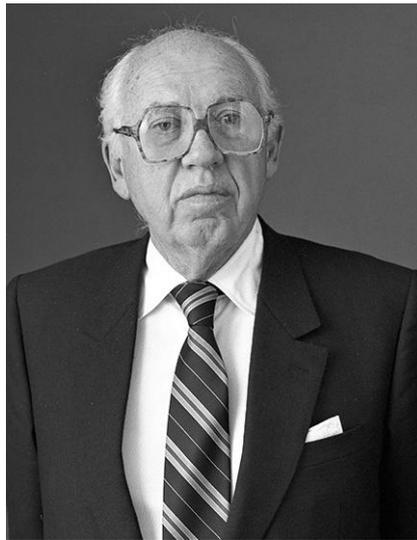
Je serais fort étonné si je commettais la moindre erreur en supposant que cette association française regroupant un certain nombre d'individus sous la bannière de la lutte contre toute information alternative à celle de la propagande mise en place par leurs sponsors américano-européistes ; l'association qui condamne au quotidien d'une manière agressive et classe en tant que « désinformation » la moindre opinion qui diverge de la leur et du camp idéologique qu'elle représente ; l'association, dont le formatage des narratifs uniformes de la majorité des publications est digne des médias des régimes totalitaires des heures les plus sombres de l'histoire de l'humanité et qui sont à l'opposé de la moindre « *pluralité des courants de pensée exprimés dans un même média* » - que cette association se classe, très certainement, parmi ceux qui apportent de « *la bonne information au public, élément fondamental de la démocratie* ».

Désirez-vous des preuves matérielles de mes qualifications aussi peu enviables que justes de cette entité pseudo journalistique ?

Rien de plus simple : il suffit de prendre 1000 de leurs dernières publications et de se mettre au défi d'y trouver ne serait-ce que 1% de celles qui contiendraient de réelle critique virulente de la politique de répression de la liberté de parole entreprise ne serait-ce que par l'un des camps politico-financiers des principaux sponsors traditionnels de RSF. Cela étant, ne perdez pas votre temps : vous n'y trouverez rien - ce type de publication chez cette ONG n'existe, tout simplement, pas.

En parlant de la « *pluralité des courants de pensée exprimés dans un même média* », le relais de propagande surfinancé, le maître de la pensée uniforme, formatée et linéaire qu'est RSF a manqué, comme le disait l'humoriste français André Pierre-Dac, une belle occasion de se taire.

Ce n'est certainement pas pour rien que la confiance globale du grand public abusé envers les médias en France n'est que de 29% - l'un des taux les plus bas des 48 pays étudiés par Reuters (*source : Rapport Reuters 2025*).



### **Post-scriptum**

Les paroles de l'ancien directeur de la CIA, [William Casey](#), prononcées en 1981 : « *Notre programme de désinformation aura atteint son but lorsque tout ce que le public américain croira sera faux* » brillent aujourd'hui sur le vieux continent avec des couleurs ravivées par des outils de désinformation tels que l'association agissant sous couverture du statut des journalistes qu'est RSF.

Etant informé du fait que je travaille sur l'analyse de leur sulfureuse organisation, RSF s'est empressé de communiquer : « *Il souhaite faire publier tout un dossier d'enquête qu'il mènerait lui-même sur RSF... c'est quelqu'un qui va utiliser RSF à des fins de propagande !* ».

Ils se sont trompés lourdement : il n'existe rien et personne dans ce monde qui serait capable de discréditer, de ternir la réputation et d'écœurer tous ceux qui observeront de très près le réel fonctionnement et les réels objectifs de l'existence de l'ONG RSF davantage que RSF elle-même. A l'instar des jardiniers japonais travaillant les végétaux, par le présent dossier je n'ai rien fait d'autre qu'aider la nature à trouver son chemin.

La défense des droits et des libertés des journalistes de par le monde est, certes, non seulement une cause tout à fait honorable, mais même nécessaire. Cela étant, ce n'est certainement pas au groupement d'individus aux principes moraux plus que discutables qui se sont réunis au sein de l'organisation à double visage qu'est RSF à qui incombe cette noble tâche.

*« Ne donnez pas les choses saintes aux chiens, et ne jetez pas vos perles devant les pourceaux, de peur qu'ils ne les foulent aux pieds, ne se retournent et ne vous déchirent » - Matthieu 7:6.*

Le second, le vrai visage de RSF remis à la lumière du jour sur ces pages, est très largement prédominant de celui visible et si fièrement affiché. Le second visage d'un appareil de désinformation et de propagande agressive suivant d'une manière la plus stricte la ligne directrice des intérêts, de la volonté et de l'idéologie de leurs sponsors financiers plus que très controversés ; le visage semant la confusion dans les esprits des néophytes par la sous-entente qu'ils sont les représentants des journalistes et de leurs intérêts dans le monde, tandis que la majorité plus qu'écrasante constituée de plus de 99,9% de journalistes de la planète n'a jamais conféré et ne confèrera jamais aux groupements d'individus se situant derrière l'étiquette de « Reporters sans frontières » le moindre pouvoir ni d'agir, ni de parler en leur nom.

*Nota bene : Toute personne privée, journaliste indépendant ou média disposant d'informations complémentaires à celles exposées dans le présent dossier sur les véritables activités de RSF est priée de bien vouloir contacter l'auteur.*



Oleg Nesterenko  
Président du CCIE ([www.c-cie.eu](http://www.c-cie.eu))  
(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne)